



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PLANTS FORESTIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8700-002

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers, en conteneurs (godets ou mottes) ou en racines nues, d'essences et de catégories diverses pour la mise en œuvre des travaux de reboisement réalisés dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et du changement climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Midi-Méditerranée.
505 rue de la Croix Verte
CS 74208
34094 Montpellier cedex 5

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Hervé HOUIN, Directeur Territorial Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts

Table des matières

(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)		1
1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS.....	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	4
2	OBJET DU MARCHÉ	4
2.1	OBJET DU MARCHÉ	4
2.2	CLASSIFICATION CPV	4
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	5
3.1	PROCEDURE.....	5
3.2	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
3.3	DECOMPOSITION EN LOTS.....	5
3.4	MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	7
3.5	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES.....	7
3.6	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	7
3.7	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	7
5	DESCRIPTION DES FOURNITURES DE PLANTS	7
6	PASSATION DES COMMANDES	8
7	TRAITEMENT EVENTUEL - STOCKAGE DES PLANTS – CONDITIONS DE LIVRAISON	9
7.1	TRAITEMENT DES PLANTS	9
7.2	STOCKAGE ET TRANSPORT DES PLANTS	9
7.3	CONDITIONS DE LIVRAISON	9
7.4	LIEUX ET CONTACTS DE LIVRAISON	10
7.5	RECUPERATION DES PLANCHES DE CULTURE OU DES GODETS WM.....	10
8	MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS	10
9	DUREE	12
10	PRIX DU MARCHÉ	12
11	VARIATION DES PRIX	12
12	MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	12
12.1	AVANCE	12
12.2	ACOMPTES	12
12.3	FACTURATION	12
12.4	TRANSMISSION DES FACTURES	13
12.5	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	13
12.6	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	13
13	INTERETS MORATOIRES - INDEMNITE FORFAITAIRE - PENALITES	14
13.1	INTERETS MORATOIRES	14
13.2	INDEMNITE FORFAITAIRE.....	14
13.3	DELAI DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES ET DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE	14
13.4	PENALITES	14
13.5	PENALITES POUR INDISPONIBILITES DE PLANTS CONFORMES	14
13.6	RETARD IMPUTABLE AU TITULAIRE	15
13.7	RETARD IMPUTABLE AU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	15
13.8	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	15
14	DROIT, LANGUE	16

15	PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	16
15.1	TRAVAILLEURS ETRANGERS	16
15.2	TRAVAIL CLANDESTIN	16
15.3	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	16
15.4	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	16
16	EVALUATION DES PRESTATAIRES	17
17	REGLEMENT DES DIFFERENTS	17
18	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE	17
18.1	ASSURANCE.....	17
18.2	STATUTS ET FORME JURIDIQUE	17
18.3	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	18
19	DEROGATIONS AU C.C.A.G.FCS.....	18

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Midi-Méditerranée, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662.043.116.01.305 dont le siège est à Montpellier.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Midi-Méditerranée, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

M. Hervé HOUIN
Directeur Territorial Midi-Méditerranée ONF - DT MIDI-MEDITERRANEE
505 rue de la Croix Verte - CS 74208 -34094 Montpellier

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Mme Catherine LEPETIT, Agent Comptable Secondaire
505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier
Email : catherine.lepetit@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Mme Florence VIALARET, Responsable territorial Achat
Téléphone : 06 14 79 20 88 - Email : florence.vialaret@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Mme BOUCHEREAU Lucie- Correspondante Graines et Plants de la DT Midi-Méditerranée.
ONF – BUREAU D'ETUDE EST-OCCITANIE - 505 rue de la Croix Verte 34000 Montpellier
Téléphone : 07-77-33-73-65 – Email : lucie.bouchereau@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de plants et leur livraison, en conteneurs ou en racines nues pour la saison 2025-2026.

Il est réalisé essentiellement dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par la Direction Territoriale Midi-Méditerranée

Pour chaque lot, le prix indiqué par l'entreprise sera réputé inclure systématiquement la fourniture et l'acheminement des plants, ainsi que la participation à la réception et au contrôle des plants.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

2.2 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1 Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

3.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.3 Décomposition en lots

La consultation est constituée de **14 lots** géographiques séparés. Chacun donne lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lot	Essences	Présentation : Racines nues (RN) ou Godet (G) ou Motte (M)	Quantité mini	Quantité maxi	Départements de livraison
1	Résineux divers	G ou M	5 490	7 891	12 46 81 82
2	Feuillus et résineux divers	RN	13 030	17 265	12 46 81 82
3	Résineux divers	RN	13 700	24 069	12 46 81 82
4	Feuillus et résineux divers	G ou M	12 810	13 350	09 11 66
5	Feuillus et résineux divers	G ou M ou RN	5 555	13 850	31 32 65 12 46 81 82
6	Feuillus et résineux divers	G	9 702	10 680	04
7	Feuillus et résineux divers	G	4 837	14 610	05
8	Feuillus et résineux divers	G	16 837	18 359	04 05
9	Feuillus et résineux divers	G	16 225	64 923	06 83
10	Résineux divers	G	6 720	7 520	30 34
11	Feuillus et résineux divers	G	6 850	8 575	30 34
12	Résineux divers	G	15 716	18 371	30 34 48
13	Feuillus et résineux divers	RN	22 038	28 425	48
14	Feuillus et résineux divers	G	8 100	9 250	48

Le détail exhaustif des besoins est décrit dans le BPU de chaque lot : essences, provenances, âges, diamètres au collet, types de conditionnement, quantités minimales et maximales, périodes de livraison.

Concernant les dimensions des essences réglementées, ce seront les arrêtés préfectoraux régionaux MFR Occitanie et PACA valides au moment de la réception des plants qui prévaudront et serviront de norme de référence.

*NR = Essence non réglementée°

RN : plants livrés en racines nues.

G : plants **livrés en godets**.

Ces plants ne doivent pas avoir passé plus d'une saison dans un même conteneur (c'est à dire un conteneur de la même taille), à l'exception des genres abies et picea, où deux saisons sont autorisées

La hauteur maximum de la partie aérienne des plants élevés en godet est limitée à :

- 4 fois celle du godet pour les feuillus, le pin maritime, le pin à encens et les mélèzes,
- 3 fois celle du godet pour les autres résineux

Pour les plants livrés en Godet et destinés à la grande région écologique (Greco) Méditerranée, un volume de godet égal ou supérieur à 400 cm³ est exigé pour toutes les essences

Voici ci-dessous, par lot, les coordonnées des Responsables d'Unités de Production de l'Agence Travaux Méditerranée et des Contacts en Agences Territoriales :

Départements 04 et 05 :

Agence Travaux Unité de Production ALPINE (04/05)

M. Andrei CURUI - 5 rue des silos - 05000 GAP
Mobile : 06.34.90.57.75 - Courriel : andrei.curui@onf.fr

Agence Territoriale ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (04)

M. Alexis GREULICH – 04000 DIGNE LES BAINS
Mobile : 06.19.58.53.95 - Courriel : alexis.greulich@onf.fr

Agence Territoriale HAUTES-ALPES (05)

M. Elie GARET - 05000 GAP
Mobile : 06.25.39.80.90 - Courriel : elie.garet@onf.fr

Départements 06 et 83 :

Agence Travaux Unité de Production ALPES-MARITIMES VAR (06/83)

M. Frédéric BRUNET - 101 chemin de San Peyre - 83200 LE PRADET
Mobile : 06.11.13.16.28 - Courriel : frederic.brunet@onf.fr

Agence Territoriale ALPES-MARITIMES VAR (06/83)

Mme. Céline CABASSE - 83220 Le Pradet
Mobile : 06.17.44.40.42 - Courriel : celine.cabasse@onf.fr

Départements 09, 11 et 66 :

Agence Travaux Unité de Production AUDE PYRENEES-ORIENTALES (11/66)

M. Frédéric PECOT - 8 rue des variétés - Le KHEOPS - CS 50003 - 66026 PERPIGNAN
Mobile : 06.22.02.58.70 - Courriel : frederic.pecot@onf.fr

Agence Territoriale ARIEGE / AUDE / PYRENEES ORIENTALES

Mme Laure BOURRAQUI - 09000 FOIX
Mobile : 06.26.56.62.03
Courriel : laure.bourraqui-sarre@onf.fr

Départements 12, 46, 81 et 82

Agence Travaux Unité de Production MIDI PYRENEES EST (09)

M. Jean-Emilien DALLE
9 rue du lieutenant Paul Delpech - BP 20085 - 09007 FOIX
Mobile : 06.19.41.93.01 - Courriel : jean-emilien.dalle@onf.fr

Agence territoriale AVEYRON / LOT / TARN / TARN-ET-GARONNE (12,46,81,82)

M. Thibaud MARTEIL - 5 rue Christian d'espig - 81100 CASTRES
Mobile : 06.12.73.52.69 - Courriel : thibaud.marteil@onf.fr

Départements 31, 32 et 65 :

Agence Travaux Unité de Production MIDI PYRENEES OUEST (31/65)

M. Philippe CROIX - 599 rue des Cités - 65300 LANNEMEZAN
Mobile : 06.10.80.31.69 - Courriel : philippe.croix@onf.fr

Agence Territoriale PYRENEES – GASCOGNE (31/32/65)

M. Philippe PUCHEU - 65000 TARBES
Mobile : 07.78.26.12.30 - Courriel : philippe.pucheu@onf.fr

Départements 30, 34 et 48

Agence Travaux Unité de Production GARD LOZERE (34/30/48)

M. Olivier BERGER - 11 rue de l'Aramon - ZA les Tannes Basses - 34800 CLERMONT L'HERAULT
Mobile : 06.20.37.11.83 - Courriel : olivier.berger@onf.fr

Agence Territoriale HÉRAULT / GARD (30/34)

M. JOURDE Maxime - 34000 MONTPELLIER
Mobile : 06.24.26.16.60- Courriel : maxime.jourde@onf.fr

Agence Territoriale LOZÈRE (48)

M. Mickael ELVIRA - 48000 MENDE
Mobile : 06.23.63.97.33- Courriel : mickael.elvira@onf.fr

3.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est attribué à un seul et même soumissionnaire.

3.5 Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 6 ci-après.

3.6 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes sont autorisées uniquement pour les provenances et l'âge.

En ce qui concerne les espèces réglementées, les variantes de provenances proposées devront être compatibles avec les **arrêtés régionaux MFR Occitanie et PACA (cf. §5)**.

3.7 Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-2 R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires qui en est son complément indissociable ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021, non joint au dossier de consultation des entreprises mais réputé connu par les candidats. Il est téléchargeable à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DES FOURNITURES DE PLANTS

Les plants proviendront **obligatoirement et directement** de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le Ministère de l'Agriculture. Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le Ministère de l'Agriculture.

Les régions de provenance des plants mentionnées sur les bordereaux de prix unitaires sont à respecter lors de la livraison.

Le pépiniériste s'engage à fournir les documents d'accompagnement et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités.

Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées dans les différents arrêtés régionaux MFR.

- Annexe 4 de l'arrêté MFR Occitanie accessible ici :

<https://agriculture.gouv.fr/telecharger/126571>

- Annexe 6 de l'arrêté MFR PACA accessible ici :

<https://agriculture.gouv.fr/telecharger/132911>

La campagne de plantation couvre la période comprise entre le 4^{ème} trimestre de l'année n et le 2^{ème} trimestre de l'année n+1.

Après attribution du marché, aucune modification de provenance ou de qualité ne sera acceptée.

Indépendamment du contrôle réglementé et exercé par les services du Ministère chargé de la Forêt, l'ONF se réserve le droit d'exercer un contrôle des semis et des plants pendant toute la durée de leur éducation.

Pour ce faire, le Titulaire informera et transmettra au responsable technique du marché :

- **Copie des documents fournisseurs correspondants au plants commandés, dans le cadre d'achat de graines ;**
- **Copie des certificats maitres correspondants au plants commandés, dans le cas de récoltes réalisées par le prestataire ;**
- Les dates de semis ;
- Les dates de levée des semis ;
- Les dates de repiquage ;
- Les dates de tri ;

au moins huit jours calendaires avant leur réalisation afin qu'il puisse effectuer les contrôles qu'il jugera nécessaire.

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu rédigé en deux exemplaires et signés par les parties.

Tout problème lié à la vie des plants, que ce soit d'ordre dimensionnel, quantitatif ou sanitaire, doit remonter le plus rapidement possible au responsable technique.

6 PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2025-8700-002-Lot n° XX
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des prestations
- leur quantité prévisionnelle
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer
- le(s) lieu(x) d'exécution
- **le(s) délai(s) d'exécution – Date de livraison**

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 72 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande

émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

Les prix par plant sont franco de port, c'est-à-dire intègrent les frais de livraison, lorsque la commande est supérieure à 5 000 € HT. Cette commande peut regrouper des besoins de différents lots, attribués à un même titulaire, à condition que la livraison soit prévue le même jour et dans le même secteur géographique (points de livraison dans un périmètre de 50 km de rayon).

Dans les cas où la commande n'atteint pas 5 000 € HT, un supplément forfaitaire sera appliqué pour tenir compte du surcoût de livraison. Ce supplément sera forfaitaire et fonction des tranches suivantes :

Montant de commandes cumulées pour une même livraison compris entre	Montant forfaitaire de supplément de livraison
Montant < 1500 €HT	Supplément livraison 1
1500 €HT ≤ montant < 3000 €HT	Supplément livraison 2
3000 €HT ≤ montant < 5000 €HT	Supplément livraison 3
Montant ≥ 5000 €HT	Franco de port

L'analyse des offres reçues prendra en compte ces suppléments.

7 TRAITEMENT EVENTUEL - STOCKAGE DES PLANTS – CONDITIONS DE LIVRAISON

7.1 Traitement des plants

Les traitements en pépinière seront éventuellement demandés :

Le pépiniériste fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité des produits utilisés.

Si le produit mentionné sur le BPU ne peut être utilisé, le pépiniériste proposera une alternative à l'ONF. Cette alternative devra être validée par l'ONF avant mise en œuvre.

Lors de la réception de plants traités par un produit visible à l'œil nu, si le constat est fait d'une application incomplète sur les plants, des réserves seront émises.

Le titulaire de l'accord-cadre devra porter sur le document fournisseur la date de traitement ainsi que la matière active utilisée.

7.2 Stockage et transport des plants

Le pépiniériste prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances.

7.3 Conditions de livraison

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un camion, à une adresse postale et si possible hors forêt (hangars UP, siège de l'unité territoriale, maison forestière). Dans les cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale (en restant toutefois accessible à un camion), un point de rendez-vous disposant d'une adresse postale sera préalablement convenu entre l'ONF et le pépiniériste pour que le réceptionnaire ONF puisse guider aisément le transporteur jusqu'au site de livraison. Autant que possible, l'ONF mettra à disposition des plans d'accès détaillés.

Les livraisons devront avoir lieu entre le mardi et le vendredi, entre 8h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, du réceptionnaire ONF. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences induites en termes de manutention des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et ne pourra être inférieur à 72 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de demi-journées pour les livraisons de moins de 2000 plants.

Pour les quantités plus importantes (supérieures à 2000 plants) le titulaire devra demander à son transporteur une information sur :

- la demi-journée de livraison, 72h à l'avance ;
- le créneau horaire par tranche de 2 heures, la veille de la livraison.

Quelle que soit la taille de la livraison toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être recherchée pour éviter les attentes improductives.

Le pépiniériste est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et que le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le pépiniériste puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés exclusivement par le titulaire. L'appel à un prestataire de transport doit rester exceptionnel et doit recevoir un avis favorable de l'ONF. Même s'il fait appel à un transporteur, le pépiniériste demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF.

Dans tous les cas, le pépiniériste devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

L'ONF ne possédant pas de plateforme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.** Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Conformément à l'article 20 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

7.4 Lieux et contacts de livraison

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché. Les prix indiqués au bordereau de prix unitaires comprendront donc la livraison sur le territoire visé par ce marché. Les livraisons pourront être fractionnées par chantier.

7.5 RECUPERATION DES PLANCHES DE CULTURE OU DES GODETS WM

L'ensemble des planches de culture ou des godets WM seront, autant que possible regroupés dans un ou plusieurs sites.

Le titulaire aura un délai d'un an, après livraison, pour les récupérer. Passé ce délai, ils seront mis en décharge.

8 MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

- La programmation d'une réception de plants impose une organisation précise et une disponibilité des personnels de l'ONF. **LES LIVRAISONS DEVRONT DONC SE FAIRE A LA DATE INDIQUEE ET A LA PLAGE HORAIRE INDIQUEES SUR LE BON DE COMMANDE OU VALIDEES PAR MAIL**
- Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat.
- La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire. **Feront référence le tableau de l'annexe 3 du guide et la**

procédure telle que décrite. Les exemples cités en explication du texte ne pourront pas être utilisés comme référence.

Les plants devront :

- Être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- Satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs, **sous peine de refus du lot**, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. **S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional fixé dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.**

Définitions :

- **RN : plants livrés en racines nues**. Les plants élevés en 2 ans ne doivent pas avoir passé plus d'une saison dans le même godet.
- **G : plants livrés en godets**. Ces plants ne doivent pas avoir passé plus d'une saison dans un même conteneur (c'est à dire un conteneur de la même taille), à l'exception des genres abies et picea, où deux saisons sont autorisées
- Pour les plants livrés en Godet et destinés à la grande région écologique (Greco) Méditerranée, un volume de godet égal ou supérieur à **400 cm3** est exigé pour toutes les essences.
- **La hauteur maximum** de la partie aérienne des plants élevés en godet est limitée à :
 - 4 fois celle du godet pour les feuillus, le pin maritime, le pin à encens et les mélèzes,
 - 3 fois celle du godet pour les autres résineux

LES ARRETES PREFECTORAUX REGIONAUX MFR OCCITANIE ET PACA VALIDES AU MOMENT DE LA RECEPTION DES PLANTS, FIXENT LES NORMES DIMENSIONNELLES.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF (éventuellement accompagné d'un collègue) et le pépiniériste ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester. En cas de refus du lot, l'ONF s'engage à conserver les bottes de plants échantillonnées ayant servi au contrôle, le temps d'organiser une contre-visite par le pépiniériste si ce dernier en fait la demande, dans un délai ne pouvant excéder 7 jours ouvrés.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

Dans la mesure du possible, la réception devra être faite dans un délai d'une demi-heure lorsqu'il y a un nombre restreint d'essences et hors temps de déchargement. Le temps de réception pourra excéder cette durée en cas de lots multi-essences, mais les équipes ONF s'efforceront de le réduire au maximum.

Au cas où le transporteur ne pourrait demeurer présent pour la réception de l'ensemble des essences, la réception sera terminée unilatéralement par l'ONF, avec conservation des bottes de plants échantillonnées pour justification de la décision prise. En cas de refus de réception, l'ONF avertira au plus vite le titulaire. Le titulaire assurera à ses frais la reprise et le remplacement du lot de plants refusé.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des **documents d'accompagnement des plants** : document du fournisseur, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. **EN CAS DE NON-PRESENTATION DE CES DOCUMENTS, LE LOT SERA REFUSE** sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans

paiement de cet échantillon au pépiniériste.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée (ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

9 DUREE

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification et se termine lors de la livraison et / ou mise en place des plants. Il est conclu pour une durée de 24 mois.

10 PRIX DU MARCHÉ

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au BPU.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent accord-cadre.

Les plants commandés et livrés sont destinés à une fin forestière. Le taux actuel de TVA applicable au marché est de 5.5% pour les essences listées dans les arrêtés MFR et de 10% pour les autres.

11 VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

12 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

12.1 Avance

Sauf avis contraire du titulaire, une avance de 20% du montant de chaque lot est accordé. Elle sera calculée en utilisant les PU et les quantités minimales commandées.

12.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers le pouvoir adjudicateur au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

12.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;

- le numéro du présent accord-cadre : 2025-8700-002 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

12.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché : Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX.
- Numéro d'identification : 662 043 116 01305 pour la Direction Territoriale Midi-Méditerranée
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF

12.5 Délai global de paiement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

12.6 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

13 INTERETS MORATOIRES - INDEMNITE FORFAITAIRE - PENALITES

13.1 Intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux factures, acomptes ou solde sont calculés sur le montant total de la facture, l'acompte ou solde toutes taxes comprises, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

13.2 Indemnité forfaitaire

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

13.3 Délai de paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 60 (soixante) jours suivant la mise en paiement du principal.

13.4 Pénalités

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au C.C.A.G.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

- **Livraison non parfaitement conforme au bon de commande mais acceptée**

Lors d'une livraison de plants ne correspondant pas parfaitement à la commande, si la personne responsable de la réception les juge acceptables, il peut les réceptionner avec application d'une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

- **Livraison non conforme au bon de commande et refusée.**

Lors d'une constatation en pépinière ou lors d'une livraison de plants non conformes à la commande et refusés, l'ONF pourra exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire en allant chercher tout ou partie des plants prévues par le marché, chez un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.5 Pénalités pour indisponibilités de plants conformes

Les plants non conformes seront repris par le Titulaire à sa charge et celui-ci sera tenu de re-livrer des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes à l'accord-cadre. S'il s'avérait que les prix des plants soient supérieurs à ceux présentés par la pépinière attributaire de l'accord-cadre, celle-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial

prévu à l'accord-cadre attribué et le coût proposé par la pépinière acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucune pépinière ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire de l'accord-cadre pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants non admis, que l'ONF devra refaire (travaux de préparation de végétation (broyage) et de sols).

13.6 Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, une prestation commandée n'était pas effectuée dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des prestations non réalisées dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les retards imputables à des éléments, notamment d'ordre météorologique (gel, fortes précipitations), indépendants de la volonté du pépiniériste et qui rendraient impossible l'arrachage des plants, sous réserve que le pépiniériste ait pris contact lors de la survenue de l'aléa pour avertir le pouvoir adjudicateur, ne donneront pas lieu à la présente pénalité. De même, les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

13.7 Retard imputable au pouvoir adjudicateur

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable pouvoir adjudicateur, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

13.8 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail :

Si le pouvoir adjudicateur, est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du cocontractant au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, le pouvoir adjudicateur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai de quinze jours (art R8222-3 du Code du travail) à compter de la réception de la mise en demeure.

Le pouvoir adjudicateur transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par l'entreprise ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues ci-dessous ou résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat mais ne peut excéder celui des amendes encourues en application du Code du travail, spécialement des articles

- L. 8224-1 : soit 45.000 €
- L. 8224-2 : soit 75.000 €
- L. 8224-5 : en application des articles 131-8 et 131-39 du Code pénal

14 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent accord-cadre est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

15 PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale

15.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

15.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du Code du Travail relatifs au travail clandestin.

15.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

15.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du Code de la Commande Publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse :

www.actradis.fr

16 EVALUATION DES PRESTATAIRES

Afin d'améliorer les relations contractuelles de l'ONF avec les titulaires tout au long de l'accord-cadre les prestations seront évaluées selon des critères suivants :

- la disponibilité effective des plants contractualisés.
- le respect de la qualité loyale et marchande (état physiologique et sanitaire des plants, respect des normes dimensionnelles)
- le respect des modalités de livraison (respect des dates, horaires, délais de prévenance, modalités de stockage et de transport des plants)
- le respect du cahier des charges (provenance, âge, conditionnement, dimensions, qualité des documents d'accompagnement des plants)

L'évaluation sera communiquée au titulaire et le bilan de ces évaluations pourra être pris en compte dans les critères d'attribution des prochains marchés de l'ONF.

17 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr>)

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative);
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot 34063 MONTPELLIER CEDEX 2
Téléphone : 04 67 54 81 00
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

18 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

18.1 Assurance

Le titulaire doit justifier auprès du pouvoir adjudicateur de la souscription des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables.

Au plus tard dans le délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre, et avant tout commencement d'exécution, il doit également justifier que son entreprise est titulaire d'une assurance responsabilité civile, pour l'année en cours, garantissant les tiers en cas de fautes, omissions, accidents, dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre.

18.2 Statuts et forme juridique

Le prestataire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, dans les plus brefs délais, de toute modification relative à ses statuts, sa forme juridique, sa dénomination sociale, etc. Il en est de même pour une cession partielle ou totale d'activité ainsi qu'en cas de dépôt de bilan ou mise en redressement ou liquidation judiciaire.

Un avenant de transfert sera éventuellement conclu si nécessaire. À défaut, les paiements seront suspendus jusqu'à régularisation.

18.3 Lutte contre le travail dissimulé

Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché y compris pour les périodes de reconduction.

19 DEROGATIONS AU C.C.A.G.FCS.

L'article 13.5 du présent C.C.A.T.P. déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G.